



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/La-sortie-du-nucleaire-marque-des-41238>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°63 > **La sortie du nucléaire marque des points !**

22 janvier 2015

La sortie du nucléaire marque des points !

Deux récentes condamnations d'EDF grâce à notre action

Le 29 décembre 2011, la centrale nucléaire de Chooz a constaté une importante fuite d'acide sulfurique vers le réseau d'eaux pluviales du circuit de traitement antitartre des tours de refroidissement. En cause : des négligences dans l'exploitation et la maintenance des équipements. Le Réseau "Sortir du nucléaire" a déposé une citation directe à l'encontre d'EDF. Le jugement a été rendu le 30 juillet 2014. EDF a été reconnu coupable de quatre infractions à la réglementation relative aux installations nucléaires et a été condamné à payer près de 20000 euros.

En octobre 2012, EDF avait détecté dans la nappe phréatique sous la centrale de Penly la présence de tritium, un dangereux radioélément. Il n'a déclaré le problème que cinq mois plus tard. À la suite d'une plainte du Réseau "Sortir du nucléaire" et du collectif "STOP EPR, ni à Penly ni ailleurs", le Tribunal de police de Dieppe a reconnu EDF coupable des nombreuses négligences ayant conduit à cette fuite radioactive dans l'environnement.

Toute notre actu juridique sur <https://groupes.sortirdunucleaire.org/Juriblog>

Japon : le "retraitement"

À l'instar de l'usine Areva de La Hague, l'usine de "retraitement" de Rokkasho, au Japon, est censée "recycler" les déchets nucléaires des réacteurs japonais. En réalité, cela consiste à séparer le plutonium (dès lors utilisable pour la fabrication de bombes et/ou du combustible nucléaire civil le plus dangereux, le MOX), et à générer au passage des volumes de déchets encore plus importants et plus difficiles à gérer, au fil d'opérations chimiques périlleuses.

Le quotidien japonais Yomiuri Shimbun rapporte que la construction de l'usine de "retraitement" de Rokkasho va accumuler encore deux années de retard, les inspections de sûreté post-Fukushima prenant plus de temps que prévu.

Son entrée en service serait désormais prévue pour le printemps 2016, alors qu'elle devait initialement avoir lieu... en 1997. Ce n'est jamais qu'à peu près le vingtième report du planning, pour la plupart dus à des problèmes rencontrés au cours de la "phase d'essais" (tiens, tiens, là aussi...) pour cette usine propriété du consortium Japan Nuclear Fuel Limited (JNFL), qui exploite également un site de stockage de déchets dits de "faible" radioactivité, et a engagé la construction d'une usine de

fabrication de combustibles MOX, dont le chantier est lui aussi en retard.

Quant à l'usine de retraitement de Tokai, entrée en service en 1981 et à l'arrêt de fait depuis 2006 faute de contrat de retraitement, la Japan Atomic Energy Agency (JAEA) a annoncé le 30 septembre sa fermeture définitive, car sa mise aux normes post-Fukushima coûterait bien trop cher. La partie de l'usine dédiée au traitement des solutions chimiques résultant du retraitement des combustibles devra cependant continuer à fonctionner 20 ans pour "traiter" ces solutions chimiques (hautement radioactives, bien sûr).

Faïlle sismique : fermeture définitive du réacteur n°2 de Tsuruga

Après six mois d'enquête, l'autorité de sûreté nucléaire japonaise (la NRA) a rendu son rapport et son avis définitif quant à la possibilité de réouverture de la centrale de Tsuruga. Verdict : la NRA confirme que le réacteur n°2 de la centrale est situé pile au-dessus d'une faille sismique active, la faille D-1, elle-même à proximité d'une autre faille active, la faille Urasko, qui s'étend sur 35 km en dessous et à proximité du site. Les contre-études de l'opérateur Japan Atomic Power n'ont pas convaincu le régulateur japonais. Le réacteur n°2 de Tsuruga restera désormais définitivement à l'arrêt.

Le président de la commission d'enquête, également commissaire de la NRA, Kunihiko Shimazaki, a déclaré que "les niveaux de sûreté étaient bas et ce n'est vraiment que par chance qu'il n'y a pas eu d'accident."

Source : Japan Times

Neuf ans de retard en prévision pour l'EPR finlandais

Le 1er septembre 2014, Areva a annoncé un énième retard pour le chantier du réacteur nucléaire EPR en construction à Olkiluoto (Finlande). Alors que l'EPR était initialement censé entrer en service au printemps 2009, Areva estime désormais que la construction prendra fin à la mi-2016, avec une mise en service prévue en 2018 après une "phase d'essais" de près de deux ans... Apparemment Areva prévoit donc déjà que tout ne sera pas au point et qu'il faudra du temps pour régler de nombreux bugs.

Et le gestionnaire du réseau électrique français, RTE, a précisé mi-septembre que, si le réacteur EPR de Flamanville est bien prévu (désormais...) pour entrer en fonction "fin 2016", il aura cependant "une disponibilité réduite pendant deux ans", n'atteignant dès lors le plein régime de sa production qu'en 2018, avec six ans de retard et onze ans après sa mise en chantier ! Pour un coût qui, des 8,5 milliards désormais prévus (au lieu de 3 au départ), risque fort d'atteindre 9 milliards ou plus : 300 % d'augmentation des coûts !

Finlande : et un projet de réacteur nucléaire de moins !

Décidément, le nucléaire ne se porte pas bien en Finlande. Le 25 septembre, le Parlement finlandais a rejeté à la majorité la demande de l'électricien TVO de voir prolongée de cinq ans son autorisation de construire un 4e réacteur sur le site d'Olkiluoto, là même où la construction du 3e, comme on vient de le voir ci-dessus, accumule les déboires, ce qui a conduit TVO à ne pas pouvoir lancer la construction du 4e, laissant arriver à son terme la première autorisation, accordée pour une durée de cinq ans. C'est donc l'annulation pure et simple de ce projet de réacteur que vient d'entériner la Finlande.

Les activistes antinucléaires du pays vont pouvoir concentrer leurs forces contre l'autre projet de réacteur en cours, dans le cadre d'un accord avec l'entreprise publique Rosatom. Cet accord fait actuellement l'objet de multiples critiques, portant sur des aspects légaux, économiques, de sûreté et de politique étrangère, dans un contexte où le Parlement européen a appelé les États membres à n'engager aucune nouvelle collaboration nucléaire avec la Russie, parmi le package de sanctions

contre la politique de Poutine vis-à-vis de l'Ukraine.

Suède : vers une sortie progressive du nucléaire ?

Malgré un référendum favorable à la sortie du nucléaire en 1980, la Suède compte toujours dix réacteurs nucléaires qui fournissent 40 % de son électricité. En 2009, une coalition de centre-droit dirigée par le social-démocrate Stefan Löfven, et favorable au nucléaire, était arrivée au pouvoir. Mais de nouvelles élections changent la donne. C'est cette fois avec les Verts suédois que les sociaux-démocrates ont passé un accord de gouvernement.

Les deux partis ont convenu de mettre en place une commission commune pour travailler un plan énergétique plus précis. Il faudra donc attendre ses propositions et les votes au Parlement suédois pour que se confirme cette orientation positive. Le Premier ministre Löfven a déclaré à la radio publique suédoise : "Le point de départ du gouvernement est que l'énergie nucléaire doit être démantelée, nous devons avoir une énergie à 100 % renouvelable. Mais nous devons d'abord mener cette phase d'analyse." La coalition envisage de proposer au Parlement des exigences de sûreté nucléaire plus strictes, qui selon les Verts suédois impliqueront la fermeture anticipée des quatre plus vieux réacteurs du pays.

La Corse enfin dotée d'un registre des cancers

La France est un mauvais élève en matière de suivi épidémiologique des cancers, et l'omniprésence du nucléaire n'y est pas pour rien. À ce jour, seuls 19 départements totalisant 20% de la population française sont couverts par 14 registres généraux des cancers, regroupés en association au sein du réseau français des registres de cancer, FRANCIM (France Cancer Incidence et Mortalité).

En 2013, une étude épidémiologique venait enfin démontrer les lourds impacts sanitaires de Tchernobyl sur la population de la Corse, avec par exemple une probabilité accrue de 28,3% pour les hommes exposés au nuage radioactif de contracter un cancer de la thyroïde.

Voilà 28 ans que la Corse revendiquait la création d'un Registre des cancers. L'État s'y est toujours refusé, mais le lancement par la Région d'un Registre des cancers vient d'être enfin décidé par le Conseil Exécutif Territorial.

Bonnes nouvelles du côté des énergies renouvelables

Voici quelques informations-clés issues du nouveau rapport "REthinking Energy" publié par l'IRENA, l'Agence internationale des énergies renouvelables.

Chaque année depuis 2011, les énergies renouvelables représentent plus de la moitié des ajouts annuels de capacité de production d'électricité dans le monde. Et en 2013, pour la première fois de son histoire, la Chine a mis en service plus de capacité renouvelable que de capacité fossile et nucléaire. Pour la première fois également, les ajouts de capacité solaire photovoltaïque ont dépassé les ajouts éoliens. En 2013, les énergies renouvelables ont assuré 22% de la production mondiale d'électricité, dont 16,4% par l'hydroélectricité, et 3,6% par le solaire photovoltaïque et l'éolien réunis.

L'analyse des coûts des différentes énergies par l'IRENA fait ressortir que les coûts d'installation de centrales éoliennes, géothermiques, hydraulique (grandes et petites installations) ou à biomasse sont nettement plus bas que ceux des centrales nucléaires. Dans des conditions favorables, les grandes installations photovoltaïques sont aussi parfois déjà moins chères, une tendance qui ne va cesser de s'accroître avec la baisse continue du prix des modules et le développement du marché. Les coûts de l'éolien offshore ne sont pas loin de rejoindre ceux du nucléaire. Étant précisé que cette analyse se base sur une estimation "officielle" des coûts du nucléaire elle-même très débattue, étant donnée les larges incertitudes, les coûts cachés, les coûts externalisés sur les États et la société.

L'IRENA met également en lumière le potentiel de création d'emplois très différent selon les énergies. En résumé, le nucléaire et le gaz naturel sont les deux énergies qui créent de très loin le moins d'emplois !